

Danielle Simonnet :

Bonsoir, Je vous remercie également pour cette initiative. Chaque fois vos témoignages sont très forts. À chaque fois, il est important de ne jamais oublier notre colère et de ne jamais oublier pourquoi on se bat. On a beau multiplier toutes ces initiatives, c'est à chaque fois totalement scandaleux et révoltant. On voit bien qu'on est sur une politique au niveau des foyers qui est une politique d'infantilisation discriminante qui vise à dire que les travailleurs migrants ne sont pas des citoyens qui peuvent avoir les mêmes droits que tout travailleur. Donc cette discrimination, il faut y mettre un terme. Ce texte de loi ce n'est pas moi qui l'ai travaillé en tant que tel. J'y ai travaillé mais surtout j'ai repris les travaux du Copaf pour les mettre en conformité avec un texte de loi mais je n'ai rien inventé. L'ensemble des députés qui l'ont signé de tous les différents groupes du Nouveau Front Populaire soutiennent cette mesure. Ils se disent que ce n'est pas acceptable qu'il y ait des résidents qui n'aient pas les mêmes droits que n'importe quel locataire alors qu'ils paient un loyer, qu'ils paient une redevance mais qui devrait être considérée comme un loyer et avoir les mêmes droits. C'est une question de dignité de base. Au pays des droits de l'homme et du citoyen, la question du droit égalitaire au logement et du droit égalitaire à la vie privée, c'est quand même la base.

La question maintenant c'est qu'une fois qu'on a ce texte de loi, on en fait quoi ? Et je sais qu'il y a une grosse frustration de se dire : il y a ce texte de loi, mais alors comment on va faire en sorte que ça change ? Alors, je vais d'abord dire des choses déprimantes puis après je vais essayer de donner un peu plus d'optimisme. Mais on est obligé de vous dire comment ça fonctionne à l'Assemblée Nationale.

Des textes de loi on en a plein, on en avance plein. Mais il faut comprendre qu'à l'Assemblée Nationale, ceux qui ont la main sur l'ordre du jour, sur quel texte l'Assemblée Nationale et les députés travaillent, c'est l'exécutif. C'est le gouvernement. En ce moment on n'en a pas. Mais vous allez voir, d'une minute à l'autre, ils vont nous pondre un Darmanin ou je ne sais quelle horreur qui sera j'espère censuré d'ici peu de temps. Il faudra que, soit ils en trouvent un autre, soit on va vers des élections. On est dans une situation de crise. En tout cas, c'est d'abord l'exécutif qui a la main sur l'ordre du jour.

Après, les groupes politiques ont ce qu'on appelle une niche parlementaire. Mais c'est une seule journée par an, de neuf heures à minuit, et à minuit pile - c'est comme Cendrillon –

si ton texte n'a pas été voté, même si tu es au milieu du texte, c'est fini. Ton texte : poubelle.

Donc généralement dans une niche parlementaire de neuf heures à minuit, les groupes peuvent défendre deux, voire trois, textes. Tu as le temps de débattre deux ou trois textes de loi ayant chacun un seul article parce que si vous avez des textes de loi avec plusieurs articles, ça va prendre beaucoup de temps. Suffisamment pour que quand on présente des textes dans les niches du groupe, cette triple polarisation très hostile de l'Assemblée Nationale fait que bien souvent ça bataille, ça monte même sur des sujets où vous pouvez considérer que quand même vous allez peut-être avoir un consensus.

La deuxième fenêtre qui est possible ce sont les semaines de l'Assemblée où l'un des textes transpartisans peuvent être déposés. Mais c'est quoi un texte transpartisan ? Ce n'est pas un texte signé par des députés des différents groupes de la gauche, non. Ce sont des textes co-signés par des groupes de l'opposition et de la majorité, concept un peu fumeux en ce moment mais vous voyez ce que je veux dire. Donc il y a néanmoins une bataille qui est de faire vivre ce texte-là pour essayer de décrocher peut-être des parlementaires, moins sous l'influence d'un Darmanin ou d'un Retailleau, pour le soutenir. Vous voyez quand même qu'il y a une course de vitesse et en ce moment on est dans un point de bascule où, après le barrage républicain fait contre l'extrême droite, Retailleau invente le barrage réactionnaire - pas une voix pour la gauche. C'est vraiment l'idée que la force la plus dangereuse c'est la gauche.

Mais néanmoins moi, je ne désespère jamais et me dis que peut-être parmi les Modems où certains macronistes, qui tout à coup basculent, reprennent conscience, on peut essayer d'arracher des avances. Il y a des batailles faites en commission des lois sur les lois scélérates de l'immigration, parfois vous allez mener des batailles qui font que, sur certains articles, vous allez arracher des choses. Donc il ne faut jamais désespérer.

Mais la question reste entière : comment on fait vivre ce texte ? comment faire vivre cette problématique ? comment créer le rapport de force ? Michael Hoare m'a interpellé tout à l'heure en disant : il faut que cette mesure-là soit dans les programmes du logement du NFP et que tous les partis du NFP soutiennent cette mesure. Pas de problème, je suis d'accord. Moi, je vais dire une chose : il y a déjà 150 mesures dans le programme du NFP. On peut passer de 150 à 151 mesures, aucun souci là-dessus. Mais je pense qu'il faut avoir une ambition plus forte parce que ce n'est pas ça qui suffira. Si on rajoute un point

dans le programme, enfin une mesure de programme, ce n'est pas ça qui suffira à faire avancer l'idée.

Moi ce que j'ai trouvé fort c'est que quand le camarade racontait la lutte qu'il y avait eu dans le foyer Amandiers, j'ai fait une petite vidéo à ce moment-là juste pour raconter. J'avais dit c'est scandaleux. Un papa est expulsé de son logement parce qu'il a osé héberger son fils. Puis je racontais la suite après, c'est un foyer de travailleurs migrants etc. Mais n'empêche que tout le monde a été choqué par ces premières phrases. Et c'était sur les réseaux sociaux, pourtant j'étais en train de râler sur Tiktok à ce moment-là. D'un coup la vidéo a fait un buzz, je ne sais plus combien en avait vu, mais on n'en revenait pas quoi. Mais du coup ça raconte quelque chose. C'est-à-dire que le récit par l'humanité de ce combat-là avait attrapé des gens qui zappaient sur les réseaux sociaux.

Et pour autant il n'y a pas que des commentaires de fachos. Et les gens disaient : oui c'est d'abord et avant tout un papa qui veut héberger son fils. Qu'on arrête de tout de suite de mettre des étiquettes. Parce que ça serait un travailleur migrant, il aurait moins le droit qu'un retraité dans le logement social d'héberger son fils. Non, c'est un papy qui veut héberger son fils. Donc, cette bataille des consciences, il faut la mener.

Ce qui est vrai, c'est qu'il y avait eu aussi tous les élus de tous les groupes de la majorité municipale qui étaient là en soutien. Et du coup c'est comme ça que cette lutte avait pu déboucher sur une victoire.

Je dis des banalités, des évidences que vous savez mieux que moi. Mais le fait que dès qu'il y a une expulsion dans un foyer, on essaie de trouver les appuis - associatifs, syndicaux, locaux et politiques, et on essaye d'aller chercher les médias en engageant tout le monde, c'est aussi comme ça qu'on fait naître une adhésion plus large dans la population au fait que c'est inadmissible que, entre deux papys, s'il y en a un qui est dans un foyer de travailleurs migrants et un autre dans un logement public ou privé avec un contrat de location, ce n'est pas les mêmes droits d'humanité vis-à-vis de son propre fils.

Je sais vous avez ce soir pas forcément les délégués de tous les foyers parce que c'est pas simple de sacrifier une soirée puis les distances de transport pour beaucoup de foyers sont plus larges que la seule ville de Paris. Là vous avez la liste de tous les députés qui ont déjà signé la proposition de projet de loi. Il ne suffit pas qu'ils aient signé, ces députés. Il faut les contacter, leur dire tiens, dans ta circonscription, il y a un deux trois foyers. Viens nous rencontrer, viens rencontrer les délégués. Et puis qu'on établisse un lien parce

qu'il y a des problèmes d'expulsion dans d'autres foyers et puis le jour où il y a une expulsion dans ce foyer-là, que ces députés viennent soutenir. Et vous leur dites : mais je sais que vous avez les réseaux médias ; tous les députés ils ont quand même un fichier.

Alors on n'a pas tous la même manière d'interagir avec les médias, mais on peut tenter, on peut essayer, de faire venir la presse : la presse locale, quotidienne, régionale, la presse nationale. Ce n'est pas toujours simple. Mais il faut qu'on essaye de communiquer. Ce qui me semble important, c'est de faire en sorte que l'on implique les députés dans cette bataille-là. Et Danièle et moi, on est aussi là pour relayer dans nos groupes respectifs, pour les pousser.

Signalez-nous quand vous avez une lutte dans tel ou tel territoire pour que nous aussi on puisse leur dire : allez-y, et dénoncez. Et essayons ensemble collectivement de faire avancer cela.

Je dirais aussi que vous pouvez interpellier chaque député. Je pense qu'on peut le faire c'est surtout du groupe LFI, le groupe écologiste mais aussi le groupe communiste et le groupe socialiste. On peut aussi nous-mêmes aller voir nos collègues et leur dire : bon ça va alors en ce moment, t'as du temps parce qu'à l'Assemblée Nationale il n'y a pas de débats. Donc dans ta circonscription, tu peux aller devant le foyer, tu vas aller rencontrer les résidents et puis tu vas brandir la proposition de loi que tu as signée, tu vas expliquer pourquoi tu l'as signée, tu vas faire ta petite vidéo sur tes réseaux sociaux et tu vas fièrement expliquer pourquoi.

Ça banalise aussi la question, au sens positif du terme, cela devient courant dans le débat. De la même manière, cette année vous allez avoir des élections municipales. Et bien, il faut aller aux élections municipales, interpellier toutes les listes. Qu'est-ce que vous pensez sur la question des foyers de travailleurs migrants ? Il y a aussi des groupes qui sont peut-être capables de nommer un représentant des foyers sur leur liste municipale. Je suis très fière que dans le vingtième arrondissement, il y ait un délégué de foyer qui est conseiller d'arrondissement. C'est important parce qu'à un moment donné, quand les équipes municipales reconnaissent l'ensemble des habitants quelle que soit leur origine, cela fait aussi partie de la bataille contre le racisme et pour l'égalité des droits. Et puis je peux vous dire qu'avec Ladji Sakho conseiller, il n'y a pas une lutte dans un foyer de migrants sans que le conseil d'arrondissement ne soit au courant parce qu'il y aura un vœu du Conseil Municipal. Donc le sujet ne passe pas sous les radars.

C'est important et ça veut dire que les délégués peuvent aller voir les différentes listes municipales ou les différentes formations avant qu'elles fassent leurs listes pour leur dire : alors vous dites quoi sur les foyers de travailleurs migrants ? Est-ce que vous avez prévu de proposer à des représentants des foyers d'être sur vos listes ? Est-ce que vous avez prévu dans votre campagne de faire un événement avec les gens du foyer sur cette problématique-là ? Parce que même si c'est une bataille d'abord législative – changer la loi - si vous aviez plein d'élus locaux et un appel des élus locaux qui soutiennent les foyers de travailleurs migrants et qui estiment que ce n'est pas normal que les résidents du foyer de travailleurs migrants ne soient pas considérés comme des locataires de droit commun, ça changerait la donne. Ça veut dire que vous auriez plein de conseillers municipaux de partout qui exprimerait cela.

Je ne dis pas que tout ça va être simple mais je pense qu'il faut qu'on essaye de rentrer comme ça aussi dans la bataille. On est dans un contexte extrêmement dur. Je disais qu'on était vraiment dans une stratégie de conquête de l'extrême droite à la fois de manière internationale et en France aussi. Et bien, c'est une raison de plus pour, thème par thème, casser les préjugés, casser les racines et vraiment mener une bataille pour l'égalité des droits.

Voilà. J'espère qu'on aura la plus grande unité de tout le Nouveau Front Populaire pour soutenir ce texte-là. J'aimerais bien qu'on reste unis à chaque échéance électorale pour empêcher le fascisme d'arriver au pouvoir, puis surtout pour prendre le pouvoir, pour l'exercer, et pour que l'on n'ait pas qu'une seule niche de neuf heures à minuit pour savoir quels sont les deux textes parmi les cent cinquante mesures du Nouveau Front Populaire qu'on va présenter dans notre liste, mais qu'on ait une place bien plus importante de l'agenda gouvernemental pour changer la loi.